



Rapport diffusion communiqué de presse:

**« PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024 »**

## **PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024**

**Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

**En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.**

Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

- L'impulsion de l'investissement
- Le renforcement de l'exportation
- La gestion des énergies et des ressources
- Le marché du travail
- La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne.

Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques).

Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale.

# L'économie tunisienne peine à renouer avec la croissance (PBR Rating)



PAR L'ECONOMISTE MAGHRÉBIN | 7 MIN LECTURE | SAUVEGARDER  
2023/10/07 AT 1:43



Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et **exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

**L'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.**

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures.

Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5,5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

l'impulsion de l'investissement

le renforcement de l'exportation

la gestion des énergies et des ressources

le marché du travail

la libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22,4 milliards de dinars sur l'exercice 2023, etc.), expliquent, en grande partie, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

**Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation, déficit commercial, etc.), expliquent, en grande partie, le coût de l'inaction et de la non-réforme.**

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

**Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois, au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation**

Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important, dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices.

L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

**A propos de PBR Rating :**

*L'agence de notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association professionnelle tunisienne des banques et des établissements financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances.*

*L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques, contribuant à la transparence et à l'efficience de l'information financière, pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.*



# Pas de reprise significative sans réformes structurelles majeures, selon PBR Rating

BY UNIVERS NEWS — 07 octobre 2023 17:00 in A la une, ECONOMIE



**TUNIS – UNIVERSNEWS** – « L'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance », selon une étude de PBR Rating sur les risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Il en ressort également que le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. « Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les

problématiques cruciales de développement en Tunisie. », précise l'étude.

L'étude a en outre souligné que les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Pour dépasser ces difficultés, l'étude propose une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. » La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace. »

Selon l'étude, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

L'étude a ajouté que les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques).



Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et **exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur. Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation. Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

L'impulsion de l'investissement

Le renforcement de l'exportation

La gestion des énergies et des ressources

Le marché du travail

La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de

redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

# L'économie tunisienne peine à renouer avec la croissance (PBR Rating)



**TUNIS, 6 oct. (TAP)-** " Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9,8% et déficit commercial estimé à 22,4 MD sur l'exercice 2023...) s'expliquent en grande partie par le coût de l'inaction et l'absence de réformes", selon PBR Rating.

Cette agence de notation financière initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier, vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance", souligne l'Agence

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'État central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5,5%, dans le cadre de la loi de finances 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales du développement en Tunisie, à savoir l'impulsion de l'investissement, le renforcement de l'exportation, la gestion des énergies et des ressources, le marché du travail, la libération des potentiels productifs et la résolution des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes).

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'État central face au déséquilibre structurel entre prérogatives d'une part et ressources d'autre part. La viabilité de la couverture étatique en matière d'activités économiques et d'interventions sociales ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition. Un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace, est essentiel.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se manifester par une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risquent de passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) à la place d'activités de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

“Les activités de recyclage et valorisation, de production d’énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l’adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l’importation de certains biens d’équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L’industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d’export et d’allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...”.

Le rapport de “PBR Rating” est basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques et de modéliser les mutations à venir en matière d’opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l’objectif du programme d’analyse prospective sectorielle, mené par l’Agence de notation sous l’égide du Conseil Bancaire et Financier, “est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d’investissement et de financement du cycle d’exploitation”.



## PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024



Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

- L'impulsion de l'investissement
- Le renforcement de l'exportation
- La gestion des énergies et des ressources
- Le marché du travail
- La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)/

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

## PBR RATING SONNE L'ALERTE : L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE ENTRE OPPORTUNITÉS ET DÉFIS MAJEURS

*Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.*



En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation. Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

L'impulsion de l'investissement

Le renforcement de l'exportation

La gestion des énergies et des ressources

Le marché du travail

La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks.

Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation. Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne.

Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques).

Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices.

L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

## **PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024**

Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

- L'impulsion de l'investissement
- Le renforcement de l'exportation
- La gestion des énergies et des ressources
- Le marché du travail
- La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale.



## **A propos de PBR Rating :**

L'agence de Notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques, contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière, pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.

**Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9,8% et déficit commercial estimé à 22,4 MD sur l'exercice 2023...) s'expliquent en grande partie par le coût de l'inaction et l'absence de réformes", selon PBR Rating.**

Cette agence de notation financière initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier, vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance", souligne l'Agence

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'État central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5,5%, dans le cadre de la loi de finances 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales du développement en Tunisie, à savoir l'impulsion de l'investissement, le renforcement de l'exportation, la gestion des énergies et des ressources, le marché du travail, la libération des potentiels productifs et la résolution des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes).

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'État central face au déséquilibre structurel entre prérogatives d'une part et ressources d'autre part. La viabilité de la couverture étatique en matière d'activités économiques et d'interventions sociales ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition. Un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace, est essentiel.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se manifester par une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risquent de passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) à la place d'activités de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

“Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...”.

Le rapport de “PBR Rating” est basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme d'analyse prospective sectorielle, mené par l'Agence de notation sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, “est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation”.

## **PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en Tunisie**

*Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.*



En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie.

Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

- L'impulsion de l'investissement
- Le renforcement de l'exportation
- La gestion des énergies et des ressources
- Le marché du travail
- La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

# PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024

Par Entreprises Magazine - 6 octobre 2023

57 0



**Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur. Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

- L'impulsion de l'investissement
- Le renforcement de l'exportation
  
- La gestion des énergies et des ressources
- Le marché du travail
- La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.



Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

## **PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024**



**Avec le Conseil Bancaire et Financier (CBF), l'agence de notation tunisienne PBR Rating, un diagnostic macroéconomique a pu être réalisé, ainsi qu'un exposé sur les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

Ce travail a été révélé par la PBR Rating dans la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique). Le but est de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur.

Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

### **Les besoins impérieux, pour relancer l'économie**

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, **l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.**

Le secteur privé, ainsi que la situation financière de l'Etat central, ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), **le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie.** D'abord, l'impulsion de l'investissement, ensuite, le renforcement de l'exportation, la gestion des énergies et des ressources, et le marché du travail pour libérer les potentiels productifs et solutionner des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes).

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

### **Les risques pour 2023**

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une **baisse générale des marges**, un **effritement de l'épargne**, une **gestion très tendue de la trésorerie** et un **renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks**. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

### **Les solutions potentielles**

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne.

Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisements de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important, dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale.



ECONOMIE

## PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024

**Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.**

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur. Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.

Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

L'impulsion de l'investissement

Le renforcement de l'exportation

La gestion des énergies et des ressources

Le marché du travail

La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des

matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

### **A propos de PBR Rating :**

L'agence de Notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques, contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière, pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.

## PBR Rating décrypte les leviers d'évolution de la situation économique en 2023-2024



**Tunisie-Tribune (situation économique en 2023-2024)** – Dans le cadre de son programme d'analyse prospective sectorielle, sous l'égide du Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté, son diagnostic macroéconomique et exposé les perspectives d'évolution des différents secteurs d'activités sur les prochains mois.

En collaboration avec le CBF et devant les représentants des banques et autres établissements et institutions financières, PBR Rating vient de dévoiler la dernière version de son étude trimestrielle d'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Un rapport basé sur une double méthodologie (économique et économétrique), ayant pour but de sensibiliser les établissements financiers sur les risques et les opportunités de financement des principales activités économiques (INS) et de modéliser les mutations à venir en matière d'opportunités de financement et de création de valeur. Pour rappel, l'objectif du programme est de consolider le développement économique national à travers le renforcement du financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de financement du cycle d'exploitation.

Ainsi, après des exercices difficiles, marqués par une crise économique structurelle interne et des impacts exogènes très importants, l'économie tunisienne peine encore à retrouver un nouvel élan pour construire un nouveau cycle de croissance.



Le secteur privé ainsi que la situation financière de l'Etat central ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures. Au-delà des mesures discutées avec les partenaires internationaux, dans le cadre du soutien des finances publiques et de l'équilibre budgétaire (avec un déficit budgétaire estimé à 5.5%, dans le cadre de la loi de finance 2023), le pays a besoin de réformes économiques majeures ayant un impact significatif sur les problématiques cruciales de développement en Tunisie :

L'impulsion de l'investissement

Le renforcement de l'exportation

La gestion des énergies et des ressources

Le marché du travail

La libération des potentiels productifs et le solutionnement des problématiques de fixation des coûts et des marges (notamment dans l'agriculture, les industries marchandes et non-marchandes)

Les difficultés macroéconomiques tunisiennes (inflation moyenne estimée à 9.8% sur l'exercice 2023, déficit commercial estimé à 22.4 TND MD sur l'exercice 2023, etc...), expriment, en grande part, le coût de l'inaction et de la non-réforme.

Une réflexion profonde doit être menée sur le rôle de l'Etat central, face au déséquilibre structurel, entre prérogatives d'une part, et ressources d'autres part. La viabilité de la couverture étatique, en matière d'activités économiques et d'interventions sociales, ne peut se décréter simplement par décision ou vision stratégique, mais également par les moyens mis à disposition ; un service étatique fort, qui soit à la fois réel et efficace.

Tout au long de l'exercice 2023, la résilience du tissu économique continuera à se faire à travers une baisse générale des marges, un effritement de l'épargne, une gestion très tendue de la trésorerie et un renoncement à la constitution des niveaux minimums de stocks. Certaines chaînes de valeurs risqueraient à passer à des opérations d'intermédiation et de commerce (de produits importés) en lieu et place d'activité de production et d'industrialisation.

Toutefois et comme l'expose l'étude de PBR Rating, la cartographie sectorielle démontre d'importantes potentialités pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières représentent un vivier conséquent de création de valeur et d'emplois (notamment pour les activités textiles, mécaniques et électroniques), au regard des nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de redéploiement technologique et de compétitivité hors prix. Faute de relance par la dynamisation du secteur local de la construction classique, les industries des

matériaux de construction bénéficient d'un rebond de la demande libyenne ainsi que des besoins de réaménagement des unités hôtelières, pour lesquelles la saison touristique s'annonce prometteuse, avec en ligne de mire, le dépassement des réalisations de l'exercice 2019.

Les activités de recyclage et valorisation, de production d'énergies vertes, de transformations chimiques sont autant de gisement de création de richesses, en attente de l'adaptation de leurs cadres réglementaires (administratifs et juridiques). Il est important dans ce cadre, de signaler les tendances baissières de l'importation de certains biens d'équipement et autres produits semi-finis ou matières premières servant de base pour les industries et notamment exportatrices. L'industrie de la santé reste encore sous exploitée au regard de son potentiel en matière d'export et d'allègement des charges nationales en termes de couverture médicale...

## **A propos de PBR Rating :**

L'agence de Notation financière PBR Rating, initiée et parrainée par le Conseil Bancaire et Financier (anciennement Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers), a été inaugurée en mai 2018 par le ministre des Finances. L'agence a pour vocation le déploiement et la diffusion de solutions de notations financières et extra-financières, ainsi que la publication d'études et de recherches économiques, contribuant à la transparence et à l'efficacité de l'information financière, pour l'ensemble des intervenants économiques, nationaux ou internationaux, sur le marché tunisien.